

● (1500)

L'ABSENCE DE VACCIN MONOVALENT DE SOUCHE A-VICTORIA—
LES MESURES ENVISAGÉES

M. Paul Yewchuk (Athabasca): Ma question supplémentaire a trait au fait que les personnes âgées et les malades chroniques reçoivent encore le vaccin bivalent qui renferme le vaccin contre la grippe porcine, tandis qu'il n'y a pas de vaccin monovalent de souche A-Victoria. Le ministre peut-il dire à la Chambre s'il a pris des dispositions quelconques pour encourager la production du vaccin de souche A-Victoria qui permettrait aux gens âgés de se faire vacciner contre l'influenza, mais non contre la grippe porcine?

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, il n'y a pas de vaccin de souche A-Victoria disponible actuellement, notamment en Amérique du Nord. Il faudrait plusieurs semaines au moins pour produire un vaccin de ce genre. Dans l'intervalle, nous attendrons le résultat de l'enquête exécutée aux États-Unis pour savoir s'il y a un rapport entre le vaccin contre la grippe porcine et les effets nocifs signalés.

* * *

L'ADMINISTRATION FÉDÉRALE

LA POSSIBILITÉ DE LA RELOCATION D'UN SERVICE
GOUVERNEMENTAL AU CAP-BRETON

M. Robert Muir (Cape Breton-The Sydneys): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au ministre de l'Industrie et du Commerce une question au sujet de la décentralisation des services gouvernementaux, une affaire que je poursuis avec lui depuis fort longtemps ainsi qu'avec certains de ses collègues, par courrier postal, dans des conversations personnelles et à la Chambre. Compte tenu du taux de chômage très élevé dans l'Île du Cap-Breton, situation que le gouvernement connaît bien, de la piètre situation économique et du fait que la saison des Fêtes approche, le ministre est-il en mesure de donner à la population du Cap-Breton un message d'espoir en annonçant quel service gouvernemental sera implanté dans l'Île?

L'hon. Jean Chrétien (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, j'aimerais pouvoir jouer le rôle du Père Noël, mais je devrai auparavant prendre du poids.

Des voix: Oh, oh!

M. Chrétien: Je ne suis malheureusement pas en mesure d'annoncer quoi que ce soit aujourd'hui. J'aimerais répondre au vœu de certains députés à la Chambre et de la municipalité d'Ottawa et annoncer d'autres décisions d'une seule traite, si je puis me permettre cette expression. J'espère pouvoir le faire au début de la nouvelle année, et j'espère avoir à ce moment-là quelque chose à annoncer concernant certaines parties de la Nouvelle-Écosse également.

M. Muir: Puis-je demander à l'honorable représentant s'il continuera à échanger des notes avec son collègue et avec mon collègue de l'Île du Cap Breton à ce sujet?

M. Chrétien: Il est de si près mon voisin qu'il nous est maintenant possible d'échanger des notes bien des fois dans la journée.

Questions orales

LA FONCTION PUBLIQUE

LES VÉTÉRINAIRES—LE RETARD DES PAIEMENTS
PROVISOIRES—DEMANDE DE VERSEMENT EN 1976

M. Walter Baker (Grenville-Carleton): Je voudrais simplement revenir sur la question que j'ai posée l'autre jour au sujet des 400 ou 500 vétérinaires de la Fonction publique. Le ministre s'était engagé à examiner la question pour voir si on ne pourrait pas trouver un moyen de leur faire un versement provisoire en 1976. Si cela n'était pas possible, il devait examiner la possibilité de prendre des mesures spéciales avec le ministre des Finances. Peut-il nous dire où en est la situation à ce sujet?

L'hon. Robert K. Andras (président du Conseil du Trésor): Comme je le disais l'autre jour, monsieur l'Orateur, la meilleure solution me semblait être de faire effectuer ce versement par le ministère des Approvisionnements et des Services. Mon collègue, le ministre des Approvisionnements et Services, mis au courant de la situation, a réagi très rapidement, et je crois savoir que ce paiement sera effectué avant le 31 décembre, ce qui est à mon avis la meilleure façon de résoudre le problème.

Une voix: Voilà une initiative gouvernementale rapide!

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Je demande l'avis de la Chambre. Étant donné que plus tard aujourd'hui il se peut que la Chambre s'ajourne pour une période assez longue, et que cinq ou six députés ont voulu poser des questions pendant toute la période qui s'achève, je serais prêt, au lieu de mettre fin immédiatement à la période des questions, à permettre à ces députés de poser une seule question sans questions supplémentaires avant l'ajournement de la Chambre.

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur: Si tel est le désir de la Chambre, je mets fin à la période des questions en donnant la parole pour une seule question aux députés suivants: le député de Lisgar, le député de Fraser Valley-Est, le député de Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo, le député de High Park-Humber Valley et le député de Victoria.

M. Broadbent: Tous des Tories.

* * *

L'AGRICULTURE

DEMANDE DE LIBRE CIRCULATION DES ENGRAIS ET DES
PRODUITS CHIMIQUES ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LE CANADA

M. Jack Murta (Lisgar): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au ministre de l'Agriculture s'il peut maintenant nous assurer que le gouvernement ne fera rien pour limiter l'entrée au Canada des produits chimiques agricoles et des engrais en provenance des États-Unis. Je vais formuler différemment ma question pour que le ministre sache exactement ce que je veux dire: donnerait-il à la Chambre et, partant, aux agriculteurs canadiens, l'assurance que les produits chimiques agricoles et les engrais pourront circuler librement entre les deux pays?